

# RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

Ouham-Pende | Août 2020



## Chiffres clés Août 2020

**78** victimes  
**78** cas de violations  
**33** survivants assistés

## Désagrégation des victimes

Genre	Total	%
Homme	22	28%
Femme	52	67%
Fille	3	4%
Garçon	1	1%
Total	78	100%

## Statut des victimes

Type de population	Nombre	%
Résident	60	77%
Rapatrié spontané	18	23%
Total	78	100%

## Auteurs présumés des violations

Auteurs présumés	Nombre	%
CGN	1	1%
GSAM	12	15%
MCC	20	26%
SRI	31	40%
INC	5	6%
TZB	9	12%
Total	78	100%

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

78 incidents de protection ont été documentés dans la zone d'opération du projet (Ouham-Pende et une partie de l'Ouham), ce qui est plus ou moins équivalent à la période de rapportage précédente.

Les violences sexuelles et basées sur le genre (VBG) occupent la première place des incidents reportés avec 52 cas soit 67%, suivies des violations du droit à la propriété avec 13 cas soit 17%, puis des violations du droit à la vie et/ou à l'intégrité physique avec 12 cas soit 15%, et enfin des violations du droit à la liberté avec 01 cas soit 1% des cas documentés.

En août, la situation sécuritaire est restée volatile dans certaines zones d'opération du projet (Koui et Markounda) à cause de l'opération "A la Londo" menée conjointement par les INS et les CAN visant à assurer la protection des civiles et à restaurer l'autorité étatique dans la zone Ouest et de l'activisme du groupe armé.

67% des incidents ont victimisé des femmes ce qui est une conséquence directe des incidents VBG qui visent majoritairement les femmes et les filles. 28% des incidents ont touché des hommes qui sont généralement visés par les violations du droit à la vie/intégrité physique les violations du droit à la propriété. Les incidents de protection ont largement touché la population résidente (77% des incidents) mais on observe également que les rapatriés spontanés n'ont pas été épargnés (28%) dans cette zone frontalière. La prévalence d'individus issus de la population hôte parmi les victimes s'explique par le fait que les résidents ont plus facilement accès aux moyens de subsistance (petit commerce, vente de produits agricoles) ce qui les expose à un risque d'agressions perpétrées par les éléments des groupes armés qui sont à la recherche des ressources financières. D'ailleurs, les membres de groupes armés ont été désignés comme auteurs pour 67% des incidents reportés (SRI 40%, TZB 12% et GSAM 15%). Les équipes Intersos ont rapporté avoir effectué 23 missions de terrain pour s'enquérir de la situation de protection dans les différents quartiers et sur les axes couverts par le projet : Bozoum-Bossemptélé, Paoua, Bambara, Bilakaré, Bekadon1, Bozoum, Bossemptélé, Beogombo5, Benerme, Bedogo2, Poukone2, Latin, Bavara, Yambassa, Bemaide.

**Mouvements de population :** 128 ménages de 693 personnes rapatriées spontanées (110 hommes, 121 femmes, 219 filles et 243 garçons) ont été enregistrés et documentés. Ces rapatriés spontanés viennent du Tchad et du Cameroun. Parmi les principales raisons qui les ont poussés au retour figurent l'irrégularité des assistances humanitaires dans les camps des réfugiés, l'amélioration du contexte sécuritaire dans leur localité d'origine, la réunification familiale et la reprise des travaux champêtres.

## Violences sexuelles et basées sur le genre & Protection de l'enfance

52 incidents de violences sexuelles et basées sur le genre commis sur des femmes (49) et des filles (03) ont été documentés en août. Une légère hausse a été observée depuis le mois de juillet. Les hommes en armes ont apparemment commis la plupart des incidents rapportés : 47% ont été attribués à des groupes armés assimilés aux SRI, 12% à des soldats TZB et 10% à des éléments GSAM.

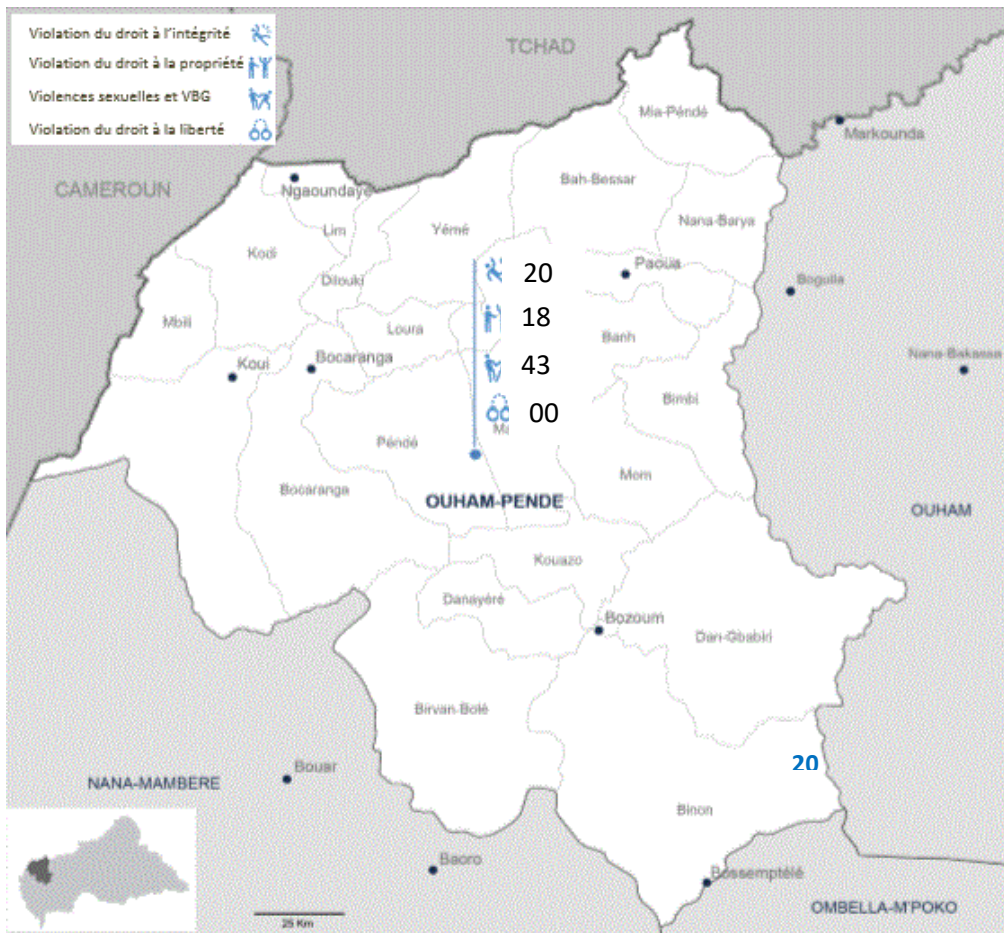
5% des victimes identifiées en août sont des enfants. Les incidents commis contre des filles sont 4 viols commis sur des filles (2-17 ans). La violence contre les enfants est en baisse en août par rapport à la période de rapportage précédente. Ces viols ont été commis principalement par des MCC et un viol a été attribué à un élément GSAM.

## Prévention et réponses de protection

- 36 survivant(e)s de violations de droits humains ont bénéficié de sessions d'écoute active et d'une orientation psychosociale ;
- 27 survivant(e)s ont été référées vers les services médicaux compétents ;
- **Assistance matérielle et financière :** 07 assistances en cash (03 hommes et 04 femmes) d'une valeur de 10.000 XAF et 26 assistances en kits de dignité (26 femmes) ont également été remis à des survivantes de VBG et des PBS.

06 sessions de sensibilisation de proximité ont été faites pour aborder le viol et ses conséquences, ainsi que les conséquences du mariage forcé sur les filles avec les communautés. Ce sont, au total, 167 personnes qui ont participé aux différentes sessions. De plus, 12 discussions en focus group ont permis de faire un point sur la cartographie de services avec 84 personnes.

## Carte des incidents par sous-préfecture



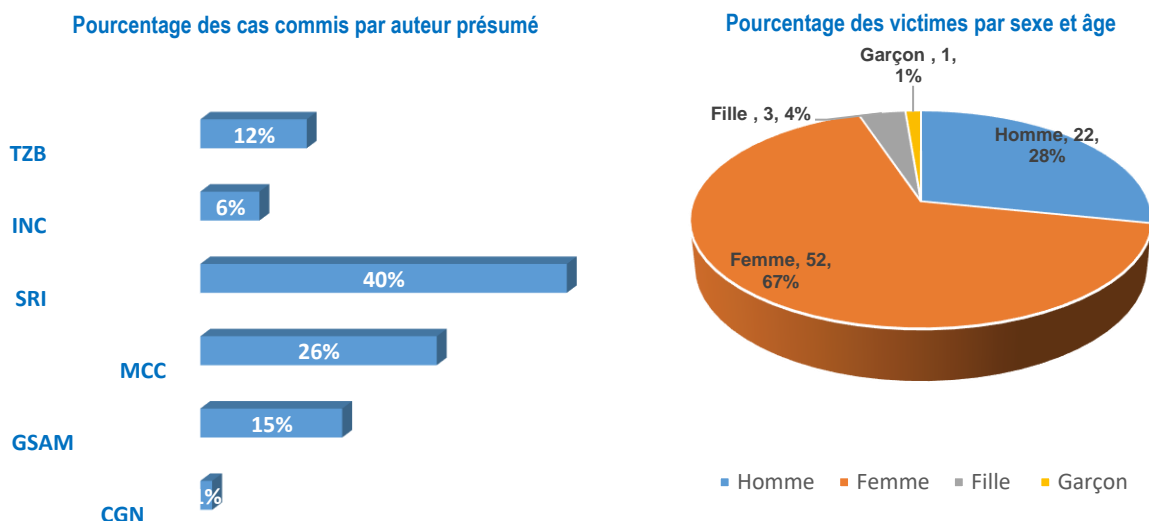
## Analyse sécuritaire

Préfecture	Situation sécuritaire
<p><b>Ouham-Pendé et une petite partie de l’Ouham</b></p>	<p>La situation sécuritaire dans la zone d’opération du projet (Ouham-Pendé et une partie de l’Ouham) reste volatile et instable.</p> <p><b>Paoua</b> est relativement calme grâce à la présence et aux patrouilles dissuasives des CAN et des INS. Cependant, la présence des groupes armés assimilés aux éléments des SRI a été signalée dans les villages environnants : Yambassa, Bavara, Pougol, Lemouna et Koundjili. La population vit dans la peur/inquiétude ne pouvant pas vaquer librement à ses occupations. Les incidents relatifs aux violations de droits humains enregistrés et rapportés durant le mois dans les villages visités ont été attribués à de divers auteurs parmi lesquels figurent des hommes en armes (SRI, GSAM, TZB). Les autorités étatiques de Paoua se sont solidifiées en août : (i) le 27.08.2020, prise de fonction des nouveaux Président du tribunal et le Procureur à Paoua ; (ii) le 29.08.2020, inauguration d’un monument de l’unité et de cohésion sociale à la municipalité par le Député de Paoua1.</p> <p><b>Markounda et ses environs</b> est toujours volatile et imprévisible en raison de la présence et des mouvements des groupes armés dans la ville et sur les axes (GSAA, GSAU, GSAM et SRI). Des barrières illégales sont érigées sur les axes Markounda – Maïtikoulou – Boria – Bodjomo, où des taxes illégales sont imposées aux commerçants et aux usagers de motos. Les vols/braquages sont récurrents ainsi que les tirs sporadiques avec des armes lourdes et légères dans la ville et dans ses environs.</p> <p><b>Koui</b> : Le contexte sécuritaire est très instable depuis quelques mois et le lancement de l’opération A la Londo. La ville est sous contrôle des INS qui effectuent des patrouilles et des fouilles dans les maisons occupées par les SRI. Cette situation a provoqué un déplacement massif et préventif de la population vers Bocaranga et ses environs (y compris en brousse). Les opérations de recensement à Kouï n’ont pas pu aboutir car le 16.8.2020 vers 14 heures, le chef d’Etat-major et coordonnateur de SRI, a lancé un ultimatum aux</p>



Attaques contre les écoles et les hôpitaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtres/mutilations d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	0
Enlèvements d'enfants	0	0	0	0	0	0	0	2
Violences sexuelles faites aux enfants	0	0	0	0	0	0	1	13
Refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Violences sexuelles et basées sur le genre</b>								
Viols	4	0	0	0	0	32	37	107
Mariage forcé	0	0	0	0	0	0	0	3
Agression sexuelle	0	0	0	0	0	0	0	1
Denis de ressources d'opportunités	0	0	0	0	0	0	0	0
Agression physique (SGBV)	4	2	5	0	0	2	13	53
Violences psychologiques et émotionnelles	1	0	0	0	0	0	1	0
<b>Total général</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>46</b>	<b>78</b>	<b>332</b>

L'équipe INTERSOS, à distance, monitore également la situation de protection dans une petite partie de l'Ouham. Au cours du mois d'août 2020, ce sont **6** violations de droits humains qui ont été rapportées pour la sous-préfecture de **Markounda**. Il s'agit de 4 vols/braquages (violations du droit à la vie/ à l'intégrité physique), d'1 cas de violences sexuelles faites aux enfants (violations 1612) et d'un viol (violences sexuelles et basées contre le genre).



**Analyse :** Les incidents de protection (agressions physiques, viol, arrestation arbitraire, vol/braquage, torture et traitement inhumain) ne cessent d'être perpétrés par les groupes armés assimilés aux GSAM, TZB, SRI et par certains MCC sur la population dans les villages et les villes monitorés dans la zone. Cette situation d'insécurité empêche la population de vaquer librement à ses occupations et elle ne peut pas cultiver au-delà de 5 km de leur lieu d'habitation.

## ACTIONS DE RÉPONSE ET ACTIVITES MENÉES

### Actions de réponses mises en œuvre

Réponses	Préfecture de l'Ouham-Pendé							Cumul sur l'année
	Bocaranga	Bozoum	Bossemptélé	Koui	Ngaoundaye	Paoua	0	
Suivi psychosocial	0	0	0	0	0	0	0	58
Référencements médicaux	0	2	3	0	0	24	31	55
Référencements juridiques	0	0	0	0	0	0	0	0
Référencements protection de l'enfance	0	0	0	0	0	0	2	12
Assistance en Cash CBI-EVI	0	3	2	0	0	2	7	29
Assistance en kit de dignité	0	1	5	0	0	20	26	106

## Analyse de l'impact de la réponse



Les différentes réponses fournies aux bénéficiaires au courant du mois d'août (e.g. assistances en cash, kit de dignité, Focus group et sensibilisation) contribuent au soulagement des survivant(e)s de VBG, aux autres victimes de violations de droits humains et aux PBS pour favoriser leur réinsertion sociale. Les activités de prévention organisées ont permis d'informer la communauté sur le rôle primordial qu'elles doivent remplir en participant et contribuant à la mise en place d'un environnement permettant la restauration de la paix durable et la cohésion sociale dans les localités où elles vivent. Ces activités ont par la même occasion servi à communiquer sur la cartographie des services de prise en

charge disponibles à travers les focus group. La lutte contre les VBG figure parmi les objectifs principaux du projet de monitoring de protection. C'est ainsi que les sessions de sensibilisation liées aux thématiques de VBG ont été organisées pour informer les populations sur les conséquences et les circuits de référencement et services disponibles pour les survivant(e)s.



Assistance en kit de dignité aux survivantes Assistance en cash de 10 000 F aux PBS

## Suivi des mouvements de population

Prefecture	Sous-Prefecture	Total PDIs		Nouveaux PDIs		Retournés Spontanés		Retournés assistés		Rapatriés Spontanés		Rapatriés Assistés	
		Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.
Ouham	Paoua	0	0	0	0	0	0	0	0	117	651	0	0
	Markounda	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pendé	Bocaranga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Koui	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ngaoundaye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bozoum	0	0	0	0	0	0	0	0	11	42	0	0
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>128</b>	<b>693</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

128 ménages de 693 rapatriés spontanés (110 hommes, 121 femmes et 243 enfants) sont arrivés dans la one monitorée (Paoua et Bozoum) et se sont installés en famille d'accueil. Ces rapatriés spontanés ont été identifiés dans le cadre du monitoring des frontières au cours du mois en revue dans les localités suivantes : Bekadon1, Bozoum, Benerme. Ces rapatriés spontanés viennent du Tchad (principalement du village Gon et des camps de réfugiés de la zone (Amboko, Dossey, Doholo et Bekan), ainsi que du Cameroun (Yaoundé et Nord Mayo). Les raisons motivant le rapatriement spontané sont surtout les mauvaises conditions de vie dans les lieux de refuge et le regroupement familial. Les principaux besoins des rapatriés spontanés dans leurs lieux de retours sont vivres et le logement.

## Protection de l'enfant

Préfectures	Sous-Préfectures	Nombre d'enfants victimes des incidents de protection	Nombre d'enfants référés aux acteurs de protection de l'enfance
Ouham Pendé	Paoua	1	0
	Markounda	2	2
	Bocaranga	0	0
	Ngaoundaye	1	0
	Koui	0	0
	Bozoum	0	0
	Bossemptélé	0	0
	Total	4	2

**Analyse** : 4 des incidents collectés ont été commis sur des enfants par rapport au mois de Juillet où 11 cas ont été documentés. Il s'agit de 04 cas de viol commis par des MCC et un GSAM uniquement sur des filles pendant leurs déplacements vers les points d'eau, marchés ou champs pour la recherche de bois de chauffe. 2 des survivantes ont été référés à l'hôpital pour leur prise en charge médicale (soins médicaux). La situation de protection de l'enfance demeure préoccupante dans les zones visitées. Les enfants – principalement les filles – continuent d'être victimes de violations de leurs droits. Ces survivantes ont également bénéficié de l'appui psychosocial et des kits de dignité fournis par l'équipe Intersos.

## Violences basées sur le Genre

Préfectures	Sous-Préfectures	Nombre d'incident	Cas pris en charge	Cas référés
Ouham Pendé	Paoua	34	34	24
	Markounda	2	2	2
	Bocaranga	9	9	0
	Ngaoundaye	0	0	0
	Koui	0	0	0
	Bozoum	2	2	2
	Bossemptélé	5	5	3
	Total	52	52	31

**Analyse** : 52 incidents VBG commis sur des femmes (49) et des filles (03) ont été documentés. Il s'agit de 44 viols, de 7 agressions physiques et d'01 cas de violence psychologique. Ces incidents ont eu lieu alors que les femmes et filles allaient au champ, à la cueillette, à la pêche ou à la recherche de bois de chauffe dans la brousse. Parmi les survivantes, 18 survivantes ont pu accéder aux structures de soins dans le délai de 72 heures. Les autres n'ont pu faute de moyens financiers, en raison de la distance entre leur domicile et les centres de santé ou encore en raison de la stigmatisation et de la pesanteur culturelle. Les présumés auteurs de ces actes de VBG sont des MCC avec 13 cas soit 25%, des INC avec 03 cas soit 6 % et surtout des éléments de groupes armés : ceux assimilés aux SRI avec 24 cas soit 47 %, des TZB avec 06 cas soit 12 %, et des GSAM avec 05 cas soit 10 %. Dans le contexte de l'opération A la Londo, les hommes en armes sont dispersés dans la zone Bocaranga – Paoua – Ngandaye – Markounda et en profitent pour violer des femmes et des jeunes filles en brousse.

## Assistance octroyée

Préfectures	Sous-Préfectures	Kits de dignité	Cash CBI	NFI
Ouham Pendé	Paoua	20	2	0
	Markounda	0	0	0
	Bocaranga	0	0	0
	Ngaoundaye	0	0	0
	Koui	0	0	0
	Bozoum	1	2	0
	Bossemptélé	5	3	0
	Total	26	7	0

**Analyse** : 07 assistances en cash (03 hommes et 04 femmes) d'une valeur de 10.000 XAF et 26 assistances en kits de dignité (26 femmes) ont été octroyées à des survivantes de VBG et des PBS. Les appuis en cash réalisés ce mois visaient à soutenir les besoins alimentaires des bénéficiaires pendant la prise des médicaments. Les appuis en kits de dignité consistaient d'une part à restaurer la dignité des survivantes et d'autre part à réduire le risque de VBG.

## Prévention et réponses de protection

06 sessions de sensibilisation de proximité ont été organisées sur les thèmes suivants : (i) le viol et ses conséquences ; (ii) les conséquences du mariage forcé sur les filles ; et (iii) le viol et l'importance de la prise en charge médicale dans les 72 heures après l'incident. Ces sensibilisations ont eu lieu dans les villages, Bambara, Beogombo<sup>5</sup>, Bavara, Poukone<sup>2</sup>, Latin et Yambassa à l'intention de la communauté hôte et des rapatriés spontanés. Ces sessions ont pour but la prévention des incidents et d'accroître la connaissance des populations au sujet des mécanismes de mitigation des risques de protection. Au total, 167 personnes ont pris part à ces différentes sessions de sensibilisation (41 hommes, 67 femmes, 32 filles et 27 garçons).

De plus, 12 sessions de FGD ont eu lieu pour dépeindre la cartographie des services dans la zone. Les FGD ont eu lieu à Bavara situé à 65 km de Paoua vers le Sud et à Poukon<sup>2</sup>. 84 personnes ont pris part à ces différents FGD dont 21 hommes, 23 femmes, 19 garçons et 21 filles.

## Recommandations

- Faire un plaidoyer auprès de l'INS et des CAN pour faire des patrouilles dissuasives afin de garantir la protection de la population civile et la libre circulation des biens et des personnes ;
- Plaider pour la prise en charge juridique et judiciaire des victimes de violation des droits humains et en particulier des survivant(e)s de VBG ;
- Intensifier les sensibilisations au sein des communautés sur les droits des femmes et des enfants ;
- Plaider pour une prise en charge coordonnée des frais de transport des survivant(e)s de VBG dans les villages éloignés des FOSA ;
- Faire un plaidoyer à l'UNFPA pour le pré-positionnement des kits PEP dans toutes les FOSA visitées ;
- Faire un plaidoyer à la force INS pour la libération du centre de santé et l'Etablissement scolaire de Markounda occupés par les groupes armés.



*Des difficultés d'accès aux bénéficiaires*

---

### Pour tout contact :

- Chef de Mission : Andrew NJOKE, Tél 72301840
- Coordonnateur du Projet HCR : Florence FASSASSI, [protection.banqui.rca@intersos.org](mailto:protection.banqui.rca@intersos.org), 72301859